REGIME DES AVANCES DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS

	Marché de plus de 20.000 € jusqu'à 50.000 € HT	Marché de plus de 50.000 € HT
ETAT ET ETABLISSEMENTS PUBLICS NATIONAUX		
Avant le plan de relance de l'économie <i>Marchés</i> a) avec un délai d'exécution n'excédant pas 2 mois b) avec un délai d'exécution supérieur à 2 mois	a) et b) Versement facultatif d'une avance	a) Versement facultatif d'une avance b) Versement obligatoire d'une avance de 5% minimum
Avec le plan de relance de l'économie <i>Marchés à venir</i> a) avec un délai d'exécution n'excédant pas 2 mois b) avec un délai d'exécution supérieur à 2 mois	a) et b) Versement obligatoire d'une avance de 20% minimum (1) et (2)	
<i>Marchés en cours d'exécution</i> a) avec un délai d'exécution n'excédant pas 2 mois b) avec un délai d'exécution supérieur à 2 mois	<u>a) et b) Si l'entreprise en fait la demande, versement obligatoire de l'avance de 20% minimum ou d'un complément pour atteindre les 20% minimum avec effet rétroactif (1) et (2)</u>	<u>a) Si l'entreprise en fait la demande, versement obligatoire de l'avance de 20% minimum ou d'un complément pour atteindre les 20% minimum avec effet rétroactif (1) et (2)</u> <u>b) Si l'entreprise en fait la demande, versement obligatoire d'un complément pour atteindre les 20% minimum avec effet rétroactif (1) et (2)</u>
COLLECTIVITES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX		
Avant le plan de relance de l'économie <i>Marchés</i> a) avec un délai d'exécution n'excédant pas 2 mois b) avec un délai d'exécution excédant 2 mois	a) et b) Versement facultatif d'une avance	a) Versement facultatif d'une avance b) Versement obligatoire d'une avance de 5% minimum
Après le plan de relance de l'économie <i>Marchés à venir</i> a) avec un délai d'exécution n'excédant pas 2 mois b) avec un délai d'exécution supérieur à 2 mois	a) et b) Versement facultatif d'une avance	a) Versement facultatif d'une avance b) Versement obligatoire d'une avance de 5% minimum
<i>Marchés en cours d'exécution</i> a) avec un délai d'exécution n'excédant pas 2 mois b) avec un délai d'exécution supérieur à 2 mois	<u>a) et b) Si l'entreprise en fait la demande, versement facultatif d'une avance ou d'un complément avec effet rétroactif</u>	<u>a) Si l'entreprise en fait la demande, versement facultatif d'une avance ou d'un complément avec effet rétroactif</u> <u>b) Si l'entreprise en fait la demande, versement facultatif d'un complément avec effet rétroactif</u>

COMMENTAIRES

(1) Obligation résultant des termes de la circulaire du Premier Ministre du 19 décembre 2008.

(2) Cette obligation ne concerne que les marchés inférieurs à 5 millions d'euros HT. Pour les marchés d'un montant supérieur à 5 millions d'euros, il s'agit d'une simple faculté. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice devra analyser au cas par cas si une augmentation de l'avance est justifiée au regard notamment de la taille et de la situation des entreprises contractantes, ainsi que de l'avancement du marché.

Le plan de relance s'applique aux marchés en cours d'exécution le 21/12/2008 ou notifiés au plus tard le 31/12/2009. La notion de "marché en cours d'exécution" s'entend d'un marché dès lors qu'il est notifié. En effet, en application de l'article 81 du code des marchés publics, le marché ou l'accord-cadre prend effet à la date de sa notification. Par exemple, un marché notifié le 5 décembre 2008, pour lequel un ordre de service de débiter les prestations a été pris le 22 décembre 2008, est en cours d'exécution dès le 5 décembre 2008 et donc le 21 décembre 2008.

Par ailleurs, il n'y a pas lieu de distinguer entre les marchés dont la procédure de consultation a été lancée avant la date d'entrée en vigueur du décret et dont la notification est intervenue après cette date et ceux lancés après cette date. Dans les deux cas, la modification est possible.

Pour tous les acheteurs, les dispositions en violet - facultatives pour les CEPL - sont issues de l'application de l'article 43 du décret n°2008-1355 du 19 décembre 2008 de mise en oeuvre du plan de relance de l'économie française. Elles ne s'appliquent que pour les marchés en cours d'exécution à la date d'entrée en vigueur du décret ou notifiés au plus tard le 31 décembre 2009. Ce dispositif dérogatoire ne modifie en rien les autres règles relatives aux avances (articles 87 et suivants du code des marchés publics).

Pour tous les marchés de l'Etat et des EPN supérieurs à 20.000 € HT et inférieurs à 5.000.000 € HT, lorsque l'avance est obligatoire, elle est d'au moins 20%.

Le versement de l'avance avec un caractère rétroactif s'applique aux marchés en cours d'exécution à la date d'entrée en vigueur du décret ou notifiés au plus tard le 31/12/2009. Il suppose la passation d'un avenant afin de modifier les conditions initiales de versement de l'avance et de bénéficier des dérogations accordées par le décret.

Il faut bien déduire de l'article 43 de mise en oeuvre du plan de relance que, non seulement un marché sans octroi d'avance peut ultérieurement donner lieu au versement d'une avance, mais encore qu'un marché ayant donné lieu au versement d'une avance peut donner lieu à une augmentation de celle-ci même si l'avance initialement prévue a déjà été versée.